



Changement de paradigme

L'appel pressant du sénateur Robert Adébléwo Olympio

Elu vice-président du Sénat, Robert Adébléwo Olympio, figure bien connue de la scène politique, appelle à un changement de posture dans la pratique du pouvoir comme dans celle de l'opposition.



PAGE 3

ECONOMIE



Climat des affaires

Le Togo, champion discret de l'attractivité économique en Afrique de l'Ouest

Dans un contexte régional marqué par l'instabilité sécuritaire et les incertitudes économiques, le Togo s'illustre comme un modèle discret mais solide de résilience et de progrès. En décembre 2024, le pays s'est ...

PAGE 8

FINANCE



Bourse régionale

L'ANB TG attise une nouvelle dynamique pour les investisseurs locaux

Afin de rendre le marché financier plus attractif et accessible aux investisseurs locaux, l'Antenne nationale de Bourse du Togo (ANB TG) entend pleinement jouer son rôle. C'est dans cette optique qu'elle a organisé, le jeudi 3 avril 2025 à Lomé, une journée placée sous le signe de la réflexion, de l'écoute et d'une ambition partagée.

PAGE 8



RDC-Rwanda

Faure Gnassingbé annoncé comme futur médiateur de l'UA

Joao Lourenço, président de la République d'Angola, actuel président en exercice de l'Union africaine (UA), et qui jouait le rôle de médiateur dans la crise congolaise, a cessé sa mission. Le président togolais Faure Gnassingbé a été désigné par l'Union africaine pour le remplacer ...

PAGE 4

DERNIERES HEURES

Éducation au Togo : un chantier en pleine croissance

Au Togo, l'école prend forme, brique après brique. Entre 2023 et 2024, ce sont 1526 salles de classe qui ont été construites dans les cinq régions du pays. Une avancée concrète révélée dans le budget citoyen 2025, reflet d'une volonté forte d'investir dans l'avenir.

La région des Savanes a été la plus grande bénéficiaire avec 685 nouvelles salles construites en deux ans. Un symbole fort pour cette zone longtemps en quête de meilleures conditions d'apprentissage.

L'année 2024, à elle seule, a vu s'élever 475 salles, structurées en blocs de 3 ou 4 classes, après les 1051 érigées l'année précédente.

En 2025, l'État prévoit de bâtir 597 autres salles, pour un coût de plus de 7 milliards FCFA.

Le gouvernement accorde une attention particulière à l'éducation : cette phrase résonne désormais comme un engagement visible, chiffré et durable. L'école togolaise construit son avenir, à la force des fondations.

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



250F
250Mo | +100F
375Mo
***909*250#** 1jour



SOMMAIRE

Umoa-titres
Cap sur 75 milliards FCFA au second trimestre, une stratégie de financement affirmée



P 5

Togo
Système d'assurance et de santé



P 6&7

CAN Maroc U17
Six joueurs somaliens introuvables



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Une passion de jeunesse devenue une voie de réussite

Agossa Akossiwa a toujours su que la coiffure était sa vocation. Née à Atakpamé, elle passait son temps à tresser les cheveux de ses amies. « Depuis que je suis petite, j'ai jamais passer des heures à tresser les cheveux, c'était plus qu'un passe-temps pour moi, c'était une passion », se souvient-elle. Malgré l'enthousiasme de ses parents à la voir réussir à l'école, les difficultés financières de la famille ont rendu sa scolarité incertaine. Après l'obtention de son Certificat d'Études, elle décide de quitter l'école pour se lancer dans une formation en tresses et coiffure à Atakpamé, rêvant de transformer sa passion en métier.

Mais au cours de sa formation, un événement inattendu bouleverse ses plans : elle tombe enceinte. Cette nouvelle est mal accueillie par ses parents, qui espéraient qu'elle se concentre sur son apprentissage pour garantir un avenir plus stable. « Ils étaient furieux, ils pensaient que je venais de ruiner mon avenir et que je n'aurais plus aucune chance de réussir », raconte Akossiwa, avec une pointe de tristesse dans la voix. Malgré cette déception familiale, elle refuse de baisser les bras.

Déterminée à prouver qu'elle pouvait surmonter cette épreuve, elle poursuit sa formation avec rigueur et finit par obtenir son diplôme, avant de rejoindre le père de son enfant et de se marier.

Une quête d'indépendance grâce à l'inclusion financière

Avec le soutien de son mari, Agossa Akossiwa ouvre son premier atelier de coiffure. L'espace était petit et les moyens limités, mais c'était pour elle le point de départ d'un rêve. « Mon mari m'a aidée à ouvrir l'atelier, et je lui en suis reconnaissante. Mais je savais que si je voulais vraiment développer mon activité, je devais aller au-delà de cet espace modeste », confie-t-elle. Malgré les premières difficultés pour attirer une clientèle régulière, elle gardait en tête son objectif de faire grandir son salon.

Un jour, au cours d'une discussion avec une cliente, Akossiwa découvre le FNFI et ses produits financiers, dont AJSEF (Accès des Jeunes aux

Services Financiers), spécialement destiné aux jeunes artisans en fin d'apprentissage ou déjà en activité. Cette opportunité tombe à point nommé. « J'ai vu une chance de renforcer mon atelier, de le rendre plus moderne et plus accueillant pour mes clientes », explique-t-elle avec enthousiasme.



Agossa Akossiwa

Elle se lance dans les démarches et parvient à obtenir un premier prêt de 150 000 FCFA. Cet argent lui permet de moderniser son atelier, d'acheter un séchoir professionnel et d'autres accessoires indispensables pour offrir un service de qualité. « Ce financement a changé la donne pour moi. J'ai pu améliorer l'accueil de mes clientes et leur offrir un meilleur service. » Forte de sa régularité

dans les remboursements, Akossiwa accède ensuite au second cycle du produit AJSEF, bénéficiant cette fois d'un prêt de 250 000 FCFA. Avec ces fonds supplémentaires, elle décide de diversifier ses activités en se lançant dans la vente d'ustensiles en plastique. « Je me suis dit que si mes clientes

pouvaient trouver d'autres produits dans mon salon, elles viendraient plus souvent et je pourrais élargir mon commerce », raconte-t-elle. Cette diversification lui permet d'augmenter ses revenus et de stabiliser davantage sa situation financière.

Une résilience qui transforme le quotidien

Cet apport financier n'a pas seulement transformé son atelier,

mais a aussi renforcé sa confiance en elle. Avec des moyens accrus et une vision plus claire de son avenir, Akossiwa se sent désormais capable de relever de nouveaux défis. « La grossesse aurait pu me freiner, mais elle m'a plutôt rendue plus forte. J'ai compris que je pouvais surmonter n'importe quelle épreuve si je restais déterminée », affirme-t-elle avec fierté. Malgré les moments de doute, elle a su trouver la force de continuer et de construire un avenir meilleur pour elle et sa famille.

Malgré son relatif succès, Akossiwa ne compte pas s'arrêter là. Son ambition est de créer un espace encore plus grand, où elle pourrait former de jeunes filles à la coiffure et les aider à développer leurs compétences. « Je veux être une source d'inspiration pour celles qui, comme moi, ont dû faire face à des obstacles, mais qui ont la volonté de réussir », partage-t-elle, le regard tourné vers l'avenir. Grâce à l'inclusion financière et à sa persévérance, Akossiwa a su transformer un simple rêve en une réalité prospère.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

Intelligence artificielle

L'approche sélective et stratégique prônée par Faure Gnassingbé

La semaine dernière, le président de la République, Faure Gnassingbé, a été l'hôte d'honneur du premier sommet mondial sur l'intelligence artificielle en Afrique (Global AI Summit on Africa), à Kigali au Rwanda.

Cette rencontre internationale de haut niveau a mobilisé des leaders mondiaux, investisseurs, innovateurs et universitaires autour du thème « L'IA et le dividende démographique de l'Afrique : réimaginer les opportunités économiques pour la main-d'œuvre africaine ». Résolument engagé pour l'innovation technologique en Afrique, le chef de l'Etat togolais a partagé, à la cérémonie d'ouverture de ce sommet, sa vision pour un meilleur développement de l'intelligence artificielle sur le continent, une ambition pragmatique basée sur ses expériences personnelles. Connue pour son leadership sur les questions d'intégration africaine et la place de l'Afrique dans le concert des nations, Faure Gnassingbé a souligné la nécessité pour les nations africaines de se positionner dans l'environnement de l'intelligence artificielle et de l'innovation technologique. Ce secteur représente une opportunité pour promouvoir le développement économique et faire face aux défis sociaux majeurs tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et l'inclusion sociale.

Dans cet élan, le chef de l'Etat a axé son allocution autour de quelques réflexions en évoquant la nécessité pour les États africains de privilégier le réalisme dans

un contexte mondial de plus en plus tendu, une approche sélective, stratégique et adaptée aux capacités réelles du continent, la souveraineté numérique réaliste et ciblée pour la collecte, la protection et la valorisation des données et l'équité pour une Intelligence artificielle au service de tous en Afrique.

L'approche sélective et stratégique prônée par le président de la République, vise essentiellement à faire du continent une terre favorable à l'éclosion des innovateurs et au développement de l'intelligence artificielle. Ce paradigme ouvre ainsi la voie à des investissements dans les secteurs où l'intelligence artificielle peut apporter des bénéfices immédiats aux populations.

« Nous devons avoir une approche sélective, stratégique et adaptée aux capacités réelles de notre continent. Nous devons identifier les domaines dans lesquels nos besoins sont les plus urgents pour que nos efforts produisent un effet de levier maximal. Je pense à trois secteurs clés de notre stratégie de développement à savoir la santé, l'éducation et l'agriculture où la promesse de l'intelligence artificielle rencontre la réalité la plus concrète. Je suis convaincu que l'Afrique peut devenir un terrain d'innovation pour elle-même et pour le monde » a préconisé le chef de l'Etat.

Pour une implémentation optimale de cette vision salubre pour le continent, le président de la République propose la protection

et la valorisation des potentiels stratégiques du continent, ceci au regard du dividende démographique, du poids démographique considérable de la jeunesse qui constitue également un réservoir de talents et de créativité et bien d'autres richesses naturelles, culturelles et économiques des pays.

« Il faut dès à présent protéger les atouts stratégiques de notre continent. L'Afrique a des ressources précieuses pour le développement de l'intelligence artificielle, une jeunesse nombreuse et dynamique, des données démographiques, culturelles et linguistiques d'une diversité exceptionnelle et des ressources naturelles rares », a indiqué le président togolais.

Pour le chef de l'Etat, dans un contexte de fracture technologique mondiale de plus en plus menaçante, cette ambition ne peut se réaliser sans une réelle politique de promotion de la jeunesse et sans une souveraineté numérique réaliste et ciblée.

« Je pense pour ma part que l'Afrique ne doit pas rester dépendante des plateformes étrangères. Il faut construire notre souveraineté numérique. Celle-ci doit reposer sur trois piliers, à savoir nos données, nos infrastructures et nos normes. Il ne s'agit pas nécessairement de construire nos propres modèles d'IA, mais de faire des choix intelligents en adaptant des modèles ouverts et sobres en énergie à nos réalités », a affirmé

Faure Gnassingbé.

Toujours porté par la politique nationale d'inclusion sociale qui fait cas d'école dans le monde, le président togolais a fermement prôné l'équité dans le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle en Afrique, soulignant ainsi avec dextérité l'importance d'une approche inclusive et juste

de l'intelligence artificielle un levier de développement inclusif et durable adapté aux réalités économiques, sociales et culturelles du continent.

Le président rwandais Paul Kagamé, l'hôte du sommet, s'est félicité de la présence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé à cette rencontre déterminante pour l'avenir



Faure Gnassingbé durant son intervention

pour toutes les couches sociales.

« L'intelligence artificielle est la prochaine grande révolution. L'équité sera une condition essentielle d'une intelligence artificielle au service de tous en Afrique. L'intelligence artificielle doit aussi bénéficier aux travailleurs informels et aux zones rurales qui n'ont pas accès direct à la technologie. Cela suppose des formations ciblées, des investissements dans la collectivité et des solutions pensées pour les réalités locales », a insisté le chef de l'Etat.

Devant un parterre d'investisseurs et d'innovateurs, le président de la République a réitéré la détermination du Togo à s'inscrire dans une dynamique unitaire pour faire

technologique du continent. Le président Paul Kagamé a lancé à cet effet, un appel à ses pairs africains à travailler ensemble en vue de redéfinir le rôle de l'Afrique dans la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle.

La cérémonie d'ouverture a été suivie d'un panel de haut niveau sur l'impact de l'intelligence artificielle sur le développement du continent. Intervenant dans ce panel, le nouveau président de la Commission de l'Union africaine, Mahamoud Ali Youssouf a salué la vision du président togolais centrée sur une approche progressive secteur par secteur selon les priorités et la disponibilité des ressources.

Edem Dadzie

Changement de paradigme

L'appel pressant du sénateur Robert Adébléwo Olympio

Elu vice-président du Sénat, Robert Adébléwo Olympio, figure bien connue de la scène politique, appelle à un changement de posture dans la pratique du pouvoir comme dans celle de l'opposition.

Pour l'ancien cadre de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), l'heure n'est plus aux querelles partisans, mais à l'action collective pour l'intérêt général.

« Il faut dépasser les commérages et les rivalités politiques pour se concentrer sur le bien-

être de la nation », a-t-il déclaré, saluant l'ouverture qu'offrent sa présence et celle d'un autre opposant au sein du bureau du Sénat, une première dans le fonctionnement parlementaire togolais.

Dans un discours teinté d'humanisme et de lucidité, M. Olympio a invité l'ensemble des acteurs politiques et des citoyens à se recentrer sur les vrais enjeux sociaux et économiques.

Pour le sénateur, l'alternance démocratique



Robert Olympio

ne doit pas devenir une lutte d'appareils ou une profession à vie, mais un

moyen de servir le peuple. Il critique vertement ceux qui s'enferment dans

une posture d'"opposant professionnel" sans impact réel sur la vie des citoyens. « Le peuple ne veut pas savoir qui est au pouvoir ou qui est opposant. Il veut manger trois fois par jour, il veut un minimum de dignité », a relevé le sénateur.

Robert Olympio affirme vouloir incarner une nouvelle manière de faire la politique, fondée sur le dialogue, la responsabilité partagée et l'engagement pour des résultats concrets.

Avec republicoftogo.com

RDC-Rwanda

Faure Gnassingbé annoncé comme futur médiateur de l'UA

Joao Lourenço, président de la République d'Angola, actuel président en exercice de l'Union africaine (UA), et qui jouait le rôle de médiateur dans la crise congolaise, a cessé sa mission. Le président togolais Faure Gnassingbé a été désigné par l'Union africaine pour le remplacer, en attendant sa confirmation par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

Dans la foulée, l'instance continentale annonce le nom d'un autre dirigeant pour le remplacer : il s'agit du président togolais Faure Gnassingbé. Selon le chef de l'Etat angolais qui a proposé le nom de son homologue togolais, les consultations avec ce dernier ont été positives.

Mais, la nomination du dirigeant togolais devra encore formellement être approuvée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine. La proposition a déjà reçu le soutien des membres du bureau de la Conférence.

Faure Gnassingbé est connu pour ses médiations sur le continent, notamment entre les pays



Faure Gnassingbé

de la Confédération AES ; et ceux de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Sa diplomatie est appréciée par beaucoup de pays. S'il est confirmé comme médiateur, Faure

Gnassingbé devra faire en sorte que l'Union africaine prenne le leadership sur ce dossier. En effet, une initiative du Qatar est perçue comme une insulte pour les Africains ; qui souhaitent eux-mêmes régler leurs problèmes.

En d'autres termes, il faut des « solutions africaines » aux « problèmes africains ». C'est d'ailleurs le leitmotiv de la diplomatie togolaise. Et Faure Gnassingbé en est le garant. Il faut aussi préciser que Faure Gnassingbé

entretient d'excellentes relations avec le président Félix Tshisekedi de la RDC, et le président Paul Kagame du Rwanda. C'est un avantage pour lui dans cette médiation.

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?



BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:

Profession ou activité:

Adresse: / BP:

Tél: / E-mail:

► Je m'abonne

- | | | |
|----|-------------------------|-------------|
| 01 | Abonnement mensuel: | 5.000 FCFA |
| 02 | Abonnement trimestriel: | 15.000 FCFA |
| 03 | Abonnement semestriel: | 20.000 FCFA |
| 04 | Abonnement annuel: | 40.000 FCFA |

Climat des affaires

Le Togo, champion discret de l'attractivité économique en Afrique de l'Ouest

Dans un contexte régional marqué par l'instabilité sécuritaire et les incertitudes économiques, le Togo s'illustre comme un modèle discret mais solide de résilience et de progrès. En décembre 2024, le pays s'est hissé à la 3^e position des économies les plus performantes de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en matière de climat des affaires.



Centre administratif, économique et financier de Lomé

C'est ce que révèle le bulletin mensuel des statistiques publié le 31 janvier 2025 par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). L'indice du climat des affaires au Togo s'est établi à 101,2, dépassant la moyenne de long terme fixée à 100 points. « Un maintien de la confiance des chefs d'entreprise sur l'orientation favorable des activités », note sobrement la BCEAO, dans une conjoncture pourtant marquée par les incertitudes internationales.

Cette performance est le fruit d'un travail patient, souvent en marge des

projecteurs médiatiques. Le Togo a multiplié les réformes structurelles ces dernières années, notamment pour réduire les formalités administratives pour les entreprises, améliorer l'accès aux services financiers pour les PME et mettre en place

combinée à une volonté de modernisation, fait du pays une destination de choix pour les entrepreneurs en quête d'opportunités en Afrique de l'Ouest.

Au niveau de l'Union, l'indice s'est établi à 100,7 en décembre 2024, « traduisant un maintien de la confiance » malgré une légère baisse de 0,1 point par rapport au mois précédent. Cette résilience globale s'appuie sur des indicateurs solides : une croissance de 5% du chiffre d'affaires dans les services marchands, une hausse de 11% de la production industrielle et une progression de 4,8% du chiffre d'affaires des entreprises commerciales. Le Sénégal, en tête avec un score de 101,9, bénéficie de sa stratégie ambitieuse « Sénégal 2050 », et le Bénin (101,4) tire profit de la digitalisation et de la simplification des procédures. Mais le Togo, bien que plus discret, incarne une réussite singulière : celle d'un petit pays qui avance à pas sûrs, misant sur l'efficacité, la rigueur et une vision claire du développement.

À l'heure où la compétitivité devient l'alpha et l'oméga des politiques économiques africaines, le Togo rappelle qu'avec constance et pragmatisme, il est possible de bâtir un environnement d'affaires crédible et attractif, même à l'échelle modeste.

Edy Alley

Umoa-titres

Cap sur 75 milliards FCFA au second trimestre, une stratégie de financement affirmée

Dans le sillage d'un premier trimestre dynamique où il a levé 121,5 milliards FCFA sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa), le Togo poursuit sa stratégie financière avec assurance. Pour les mois d'avril à juin 2024, le pays prévoit de mobiliser 75 milliards FCFA supplémentaires, selon le calendrier provisoire dévoilé par l'agence Umoa-Titres.

Dans le détail, "35 milliards FCFA seront levés en avril, 25 milliards FCFA en mai et 15 milliards FCFA en juin", avec une préférence marquée pour les instruments de court terme. Soixante milliards FCFA seront récoltés via des Bons assimilables du Trésor (BAT), et 15 milliards par le biais d'Obligations assimilables du Trésor (OAT), répartis sur six et deux émissions respectivement.

Si l'enveloppe togolaise peut paraître modeste face aux 2600 milliards FCFA que les 8 pays de l'Union ambitionnent de lever ce trimestre, elle représente tout de même 3 % des prévisions régionales. À titre de comparaison, la Côte d'Ivoire, première puissance économique de l'Uemoa, capte près de 45 % du volume total attendu, soit 1185 milliards FCFA.

Pour le Togo, cette stratégie d'accès au marché régional s'inscrit dans une trajectoire budgétaire structurée. Les opérations annoncées s'inscrivent dans une dynamique de recours aux marchés financiers pour répondre aux besoins de financement



Image d'archives

du budget national, peut-on lire dans le communiqué. En 2024, le pays prévoit de lever 332 milliards FCFA sur les marchés, une démarche qui reflète sa volonté de conjuguer rigueur budgétaire et mobilisation agile des ressources.

Discret mais résolu, le Togo confirme ainsi son ancrage dans une gouvernance financière proactive, inscrite dans les standards de la zone Uemoa, où la stabilité et la confiance restent des piliers de l'attractivité économique.

E. A

CFE

L'entrepreneuriat tient bon, malgré une légère baisse

Au Togo, la dynamique entrepreneuriale résiste aux vents contraires. Selon les chiffres publiés par le Centre de formalités des entreprises (CFE), 4262 nouvelles entreprises ont vu le jour au 1^{er} trimestre de 2025. Une performance qui, bien qu'en légère baisse de 5 % par rapport aux 4503 créations recensées à la même période en 2024, témoigne d'une vitalité économique toujours présente.

Le mois de janvier s'est montré le plus prolifique avec 1498 immatriculations, suivi de mars (1450) et de février (1314). Une répartition qui traduit une constance dans la volonté

d'entreprendre, portée en majorité par les nationaux : 3457 entreprises ont été créées par des Togolais, contre 805 par des étrangers.

La part des femmes mérite

également d'être soulignée : 1218 cheffes d'entreprise ont été enregistrées, soit 28,6 % du total.



Centre de formalités des entreprises (CFE)

Une preuve que la fibre entrepreneuriale féminine

gagne du terrain, malgré les défis socioculturels encore prégnants.

Ce dynamisme n'est pas

le fruit du hasard. Depuis près d'une décennie,

le Togo mise sur des réformes ambitieuses pour améliorer l'environnement des affaires et faciliter les démarches, avec des mesures concrètes allant de la digitalisation des formalités à la réduction des coûts de création d'entreprise.

Même si le chiffre global accuse un léger repli, l'esprit d'entreprise togolais reste vivace. Et si l'on en juge par la diversité des profils et des initiatives, le terreau de l'innovation semble, lui, plus fertile que jamais.

Edy Alley

Togo

Systeme d'assurance et de santé

L'assurance maladie universelle pour le secteur privé formel au Togo marque une avancée majeure dans le cadre de la protection sociale. Lancée en janvier 2024, elle profite également au secteur privé, garantissant l'accès à des soins de qualité.

L'assurance maladie universelle (Amu) est une réponse aux défis de santé publique. Il y a de cela quelques mois, les employés du secteur privé formel étaient gravement confrontés à des difficultés pour accéder à des services de santé abordables et de qualité. L'Amu, dans sa nouvelle forme, corrige cette situation. Elle garantit désormais une couverture santé obligatoire à tous les travailleurs de ce secteur.

Bonne séparation pour une meilleure couverture

L'ambition des autorités est d'assurer à chaque Togolais, d'ici quelques années, un accès aux soins de santé,

par une évolution notable : la Caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS) s'occupe des salariés et titulaires de pensions du secteur privé, des travailleurs indépendants des secteurs informel et agricole.

Tandis que l'Institut national d'assurance maladie (Inam), qui était seul sur le projet, prend toujours en charge les agents publics et assimilés, les titulaires de pensions civiles et militaires, les personnes et les ménages vulnérables. C'est une décision qui opérationnalise complètement l'Assurance maladie universelle et élargit le champ des assurés. En d'autres termes, l'assurance maladie universelle prend en compte les agents publics et assimilés, les travailleurs du secteur privé et les personnes vulnérables.

L'Institut national de l'assurance maladie (Inam) défend 6 valeurs

professionnalisme et la passion du service. C'est cette passion qui l'a fait atteindre des chiffres encourageants,

en œuvre de l'assurance maladie universelle au Togo, l'Inam a organisé une campagne de consultations médicales

initiatives rapprochent l'Amu des populations les plus éloignées. Elles s'inscrivent ainsi dans la stratégie



avant la nouvelle étape de janvier 2024, avec 470 000 personnes qui étaient bénéficiaires de ses services. L'Inam revendiquait 4 549 349 consultations effectuées. Les responsables de l'Institut ont fait distribuer

gratuites du 8 avril au 26 mai 2024. Elle a permis à 11 360 personnes de bénéficier de soins médicaux gratuits dans les 13 communes du Grand Lomé et 6 localités des préfectures de Yoto et de Vo. Les bénéficiaires ont pu profiter de consultations médicales et de médicaments gratuits, de dépistages de l'hypertension artérielle et du diabète, de conseils sur la santé et le bien-être.

Le lancement de l'Amu pour le secteur privé formel au Togo est un pas décisif vers l'amélioration de la protection sociale et l'accès aux soins de santé pour tous. Il témoigne de l'engagement du gouvernement togolais à créer un système de santé plus inclusif et équitable.

Accessibilité des cartes uniques d'assurance

Avec l'ouverture du centre de production de cartes d'assurance à Atakpamé, combinée à des unités mobiles prêtes à sillonner le pays, l'Assurance maladie universelle poursuit sa montée en puissance. Loin des bureaux traditionnels, ces

de décentralisation des services publics visant à rapprocher les prestations sociales des populations éloignées des grands centres urbains. Cette politique réaffirme l'engagement du gouvernement en faveur d'un système de santé accessible à tous, gage d'un développement durable et équitable pour le pays.

Le centre d'Atakpamé se veut être un pôle de production pour la région des Plateaux. Pour de nombreux habitants d'Atakpamé et des localités voisines, cette nouvelle infrastructure signifie la fin des longues heures de déplacement et d'attente pour obtenir leur carte d'assurance. Le processus de production est désormais plus rapide, plus transparent et plus accessible, offrant aux citoyens une voie simplifiée pour entrer dans le système de santé nationale.

La nouvelle carte d'assurance de la CNSS sera utilisée pour l'ensemble des prestations offertes par



indépendamment de leur situation financière, de sorte à réduire les inégalités qui existent en matière de santé. Le projet de l'Amu est donc marqué

fondamentales qui ont toujours orienté ses actions. Ce sont la solidarité, l'excellence en équipe, la confiance partagée, l'intégrité, le

28 082 139 produits pharmaceutiques. Ils ont délivré 5 500 268 actes de biologie et compté 99 646 hospitalisations. Toujours dans le cadre de la mise



l'institution, y compris les prestations familiales, les risques professionnels, ainsi que les pensions de vieillesse, d'invalidité, de décès et l'Assurance maladie universelle. Dotée d'une puce électronique, elle permet de stocker les informations d'identification de l'assuré. Pour l'obtenir, chaque assuré doit créer un compte sur la plateforme en ligne de la CNSS, accessible via www.cnss.tg, mettre à jour ses informations personnelles et déclarer ses ayants droit à l'Amu. La production locale de cette carte permettra ainsi un délai de délivrance rapide. A la conquête des zones reculées, la CNSS a fait preuve d'innovation avec le déploiement d'unités mobiles de production de cartes il y a seulement plusieurs jours. Ces véhicules, équipés pour la production sur site, sillonneront les zones les plus reculées du pays, là où les populations sont souvent coupées des services publics essentiels.

Ce service de proximité vient compléter l'offre du centre d'Atakpamé et vise à réduire les inégalités géographiques en matière d'accès à la protection sociale. Ces unités mobiles sont donc une réponse directe à l'un des principaux défis du Togo : la disparité d'accès aux services publics entre les zones urbaines et rurales. En s'assurant que personne n'est laissé pour compte, la CNSS pose les bases d'une politique

sociale plus inclusive, où chaque citoyen peut bénéficier des avantages de l'Amu sans subir de discriminations liées à sa localisation.

L'Assurance maladie universelle, mise en œuvre au Togo, est un programme qui vise à assurer à chaque citoyen un accès équitable à des soins de santé de qualité. Elle traduit une ambition nationale de justice sociale, où chaque citoyen, qu'il soit agriculteur dans une zone rurale ou employé dans une grande ville, peut bénéficier de soins de qualité sans se ruiner. Les bénéficiaires sont nombreux. En plus de protéger les citoyens contre les aléas financiers liés aux dépenses de santé, l'Amu favorise une plus grande utilisation des services de santé, encourageant ainsi un meilleur suivi médical et une prévention plus efficace.

Lancée progressivement, l'Amu couvre déjà près de 800 000 personnes en 6 mois, de janvier à juin 2024. À terme, l'objectif est de couvrir l'ensemble de la population, y compris les travailleurs du secteur informel et les groupes les plus vulnérables.

VIH/SIDA : une feuille de route pour une meilleure riposte

Le Togo, comme de nombreux pays en Afrique et dans le monde, fait face au défi de l'épidémie du VIH/SIDA. Néanmoins, de vrais progrès significatifs ont été réalisés au fil des années, grâce à une

combinaison d'efforts. Avec un engagement toujours renouvelé et des stratégies de santé publique pragmatiques, le gouvernement se positionne très bien pour atteindre l'objectif ambitieux de juber le VIH/SIDA à l'horizon 2030, conformément aux cibles mondiales fixées par l'Onusida.

Le Togo, parmi ses actions de lutte, a adopté l'approche 95-95-95 préconisée par le Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA. C'est une stratégie qui est destinée à garantir que d'ici 2030, 95 % des personnes vivant avec

une charge virale indétectable.

Le pays, dans sa lutte contre le VIH/SIDA, a commencé par élaborer une feuille de route pour intensifier la riposte d'ici à 2030. L'initiative est menée par le Conseil national de lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles (CNLS-IST). Elle va renforcer le système de santé et faciliter l'accès continu de toutes les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) aux services de prévention, de traitement et de soutien.

C'est une feuille qui corrige les insuffisances existantes pour rendre plus adaptés et productifs les moyens utilisés pour réagir contre la maladie.

La prévalence du VIH/SIDA, qui est la proportion de personnes infectées par le VIH au sein d'une population donnée à une période précise, est en baisse. Elle était de 2,5 % en 2014. En 2023, le taux de prévalence est tombé à 1,6 %. Durant cette période, selon les autorités, 81 % des femmes enceintes et 90 % des personnes vivant avec le VIH/SIDA ont reçu un traitement antirétroviral. Sur la période 2010-2023, le taux de mortalité lié au

en 2022, les services de prévention ont favorisé le dépistage de plus de 57 000 personnes. Il a été remis gratuitement 18 millions de préservatifs aux adultes qui sont sur le territoire et le nombre de PVVIH bénéficiant d'antirétroviraux (ARV) s'est rehaussé, passant à 86 679.

L'un des défis majeurs dans la riposte contre le VIH/SIDA est l'accès équitable au traitement ARV, particulièrement dans les zones rurales où les infrastructures médicales sont parfois insuffisantes. Au Togo, les ARV sont disponibles gratuitement dans le cadre des programmes publics. Grâce à la collaboration avec des organisations internationales, il est à noter l'effectivité de la disponibilité des médicaments.

Par ailleurs, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination vis-à-vis des patients est forte au Togo. Le gouvernement met en place des campagnes de sensibilisation afin de lutter contre les idées reçues et de promouvoir une approche plus inclusive et bienveillante.

Au fur et à mesure que la date butoir de 2030 approche, le Togo réalise



le VIH connaissent leur statut sérologique, que 95 % d'entre elles aient accès à un traitement antirétroviral (ARV) et que 95 % des patients sous traitement aient

VIH/SIDA a drastiquement régressé de 63 %, une évolution louable.

Le dépistage et la prévention sont de bonnes armes de lutte contre le SIDA. Selon le CNLS/IST,

des progrès tangibles, mais du chemin reste encore à faire pour parvenir à l'objectif 95-95-95.

Attipoe Edem Kodjo

Leçon de vie

Le mariage est dur.
Le divorce est dur.
Choisis ta peine.

Être gros est dur.
Être en forme est dur.
Choisis ta bataille.

Être endetté est dur.
Être libre financièrement est dur.
Choisis ta lutte.

Être entrepreneur est dur.
Être employé est dur.
Choisis ton combat.

La vie n'est jamais facile, mais tu peux choisir la difficulté que tu préfères affronter chaque jour.

Fais les bons choix, car ils auront un impact sur le reste de ta vie.

On a demandé à un mari adultère pourquoi il n'arrive pas à se débarrasser de sa tchiza.
Il a dit laissez moi vous montrer quelque chose...
Il a sorti son téléphone et a envoyé le même message à sa femme et à sa tchiza :

Son message : Je t'aime bébé !

Réponse de sa tchiza : OH mon roi, tes messages font toujours fondre mon cœur et tu sais toujours quand et comment me faire sentir aimée. Je t'aime plus que tout, passe une journée bénie.

Réponse de sa femme : Viens avec du pain en rentrant.



La fille de ménage

La Fille de ménage voulait une augmentation de salaire et Madame voulait 3 raisons:

-Bonne : je fais mieux la cuisine que vous?
-Madame : qui t'a dit ça ?
-Bonne : votre mari
-Madame : OK, seconde raison
-Bonne : je peux faire le repassage des vêtements mieux que vous
-Madame : qui t'a dit ça
-Bonne : votre mari
-Madame : OK, et la troisième raison ?
-Bonne : je suis également meilleure au lit que vous !

Cette fois-ci, madame était très furieuse, tellement elle est choquée, elle va vers la porte, tourne la clé à double tour, elle va dans la chambre, mets son jogging, prends son foulard et attache aux reins... Elle reviens au salon dégage la table et tout ce qui peut gêner pour faire plus d'espace. Elle a le sang chaud et elle était prête à casser la figure de la bonne mais pose la dernière question:

-Madame : est-ce mon mari qui a dit ça ?
-Bonne : Non madame, c'est le chauffeur



qui m'a dit que je suis meilleure au lit que vous.

-Madame : parles doucement s'il te plaît j'augmenterai ton Salaire et ne dit rien à personne.

Histoire drôle

Un couple qui ne s'est jamais disputé en 25 ans de mariage. Un ami demande au mari: mais comment faites-vous pour ne pas vous disputer pendant tout ce temps? Le mari répond : tout a commencé quand nous sommes allés en lune de miel. Pendant la promenade à cheval ma femme est tombée, elle s'est relevée et a tapoté le cheval en disant : premier avertissement. Quelque temps après, elle est tombée

encore puis s'est relevée et dit : deuxième avertissement. La troisième fois qu'elle est tombée, elle a sorti une arme à feu, un pistolet, et a tué le cheval ; J'ai crié : " OH MAIS TU ES FOLLE !" Tu as tué le cheval. Elle m'a regardé méchamment et elle a dit : " PREMIER AVERTISSEMENT". Depuis ce jour nous vivons heureux et sans dispute. Ainsi dit, c'est le meilleur couple qui existe.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpœ, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpœ, Avenue Joseph Strauss) ;

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Bourse régionale

L'ANB TG attise une nouvelle dynamique pour les investisseurs locaux

Afin de rendre le marché financier plus attractif et accessible aux investisseurs locaux, l'Antenne nationale de Bourse du Togo (ANB TG) entend pleinement jouer son rôle. C'est dans cette optique qu'elle a organisé, le jeudi 3 janvier 2025 à Lomé, une journée placée sous le signe de la réflexion, de l'écoute et d'une ambition partagée.

Sous un intitulé évocateur, « Comment mieux rentabiliser son épargne via la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'Uemoa ? », la rencontre a réuni les acteurs des Sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI), des Sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (SGO) et les apporteurs d'affaires.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique globale de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), vise à retisser les liens entre les acteurs du marché et le grand public. Pour l'ANB TG, la Bourse ne doit plus être perçue comme un sanctuaire réservé aux initiés, mais comme un levier accessible à tous pour faire fructifier son épargne.



Rencontre de l'ANB TG avec les investisseurs locaux

Pour le directeur de l'ANB TG, Bertrand Bodet « il est crucial de renforcer la collaboration entre l'ANB TG et les acteurs commerciaux locaux afin de dynamiser le marché financier local ».

Cette coopération, dit-il, « permettra non seulement d'améliorer la confiance mutuelle, mais aussi de faciliter l'accès aux informations nécessaires pour une prise en main efficace des besoins des investisseurs ».

Au 28 mars 2025, la BRVM affiche des résultats robustes : « une capitalisation du marché des actions de 10 780,408 milliards de FCFA », 47 sociétés cotées, un marché obligataire à plus de 10 523 milliards de FCFA et près de 700 000 titres échangés chaque jour. Des indicateurs qui placent la Bourse d'Abidjan au 5^e rang africain, juste derrière les géants de Johannesburg, Casablanca, Lagos et Le Caire.

Mais derrière les chiffres, c'est une philosophie que défend l'ANB TG : celle d'un marché inclusif, transparent et éducatif.

La journée n'était pas un simple rendez-vous de techniciens, mais un appel à la démocratisation financière. Il s'agissait de sensibiliser davantage le grand public à l'utilisation efficace de la bourse, en l'équipant pour optimiser ses placements et bâtir une culture de l'investissement.

Dans cette optique, la dynamique ne s'arrêtera pas à Lomé. La BRVM multiplie les rendez-vous d'envergure : les BRVM Awards à Cotonou, les BRVM Investment Days à Londres, sans oublier les réflexions à venir sur la finance islamique et la finance durable. Autant de jalons pour un avenir financier où l'investissement n'est plus réservé à quelques-uns, mais devient l'affaire de tous.

TM

Désinformation au Togo

Une propagation alarmante selon le Coaweb

La désinformation progresse au Togo, alerte le Centre d'observation et d'analyse du web (Coaweb) dans son dernier rapport, publié le 1^{er} avril 2025.

Fruit de quatre mois d'enquête, ce monitoring dresse un constat inquiétant : les fausses

trois faits majeurs. D'abord, la désinformation au Togo est influencée par les dynamiques géopolitiques africaines et mondiales, avec une nette augmentation des discours anti-occidentaux. Ensuite,

principales plateformes utilisées pour propager les fausses informations. Enfin, ces narratifs erronés alimentent la méfiance envers les institutions et favorisent l'adhésion à des modèles de gouvernance

directement le Togo, plus d'une sur trois cible l'Occident, avec plus de 70% visant spécifiquement la France. Une tendance qui s'inscrit dans un contexte plus large d'opposition à certaines puissances

Togocheck, souligne l'importance d'un tel travail d'analyse : « Cette étude nous offre un aperçu précieux de la perception des Togolais et permet d'identifier clairement les fausses informations qui circulent le plus dans le pays. » De son côté, le président de l'organisation, Florent Tiassou appelle à une vigilance accrue et à une action collective pour contrer les narratifs trompeurs.

Au-delà du constat, la question demeure : comment juguler cette vague de désinformation ? L'éducation aux médias, le fact-checking et la diffusion d'informations vérifiées apparaissent comme des solutions essentielles. Une mobilisation générale est nécessaire pour freiner ce phénomène et préserver la cohésion sociale. Le rapport complet peut être consulté sur www.togocheck.com/rapport2024/.

La Rédaction



Source image / International Fact-Checking Day: Seye Reflects on His Fact-Checking Journalism Journey

informations prolifèrent, en particulier sur les réseaux sociaux. Le rapport met en lumière

les canaux de diffusion sont multiples : WhatsApp (53%), TikTok (25%) et Facebook (15%) sont les

autoritaires. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si 20% des fausses informations concernent

étrangères.

Noël Tadégnon, vice-président du Coaweb/

Championnats scolaires 2025**Finales et apothéose dans la Kozah**

Les finales des championnats scolaires de la Kozah, édition 2025, se sont déroulées le 2 avril 2025 au stade municipal de Kara. Plusieurs récompenses ont été décernées.

Les joueuses du Lycée Kara 2 ont fait preuve de plus de détermination, remportant la victoire face au Lycée Kara Sud (1-0). Le but décisif a été inscrit à la 32e minute par Alou, scellant ainsi le sort de la rencontre. Chez les hommes, Le CRETFP-Kara et le Lycée Kara 1 se sont livrés un véritable duel de titans (0-0). La victoire s'est donc jouée aux tirs au but. Les joueurs du CRETFP-Kara aidés par leur portier parviennent à remporter la partie par 4-2.

Au-delà des finales de football, ce championnat scolaire 2025 a également mis à l'honneur les disciplines du volleyball, du handball et de l'athlétisme. En football, les champions de la catégorie junior/senior (masculin et féminin) ont reçu chacun 40 000 FCFA et 4 ballons. Les équipes finalistes de cette même catégorie ont bénéficié chacune de 3 ballons en plus d'une enveloppe financière de 30 000 FCFA. Dans la catégorie U15, les champions ont été récompensés par 30 000 FCFA et 4 ballons, et les finalistes par 25 000 FCFA et 3 ballons.

En volleyball et handball, les équipes victorieuses ont reçu 30 000 FCFA et



Aperçu des récompenses

4 ballons, et les finalistes 20 000 FCFA et 3 ballons. En athlétisme, le Lycée Kara 2 a été sacré meilleur établissement, remportant un prix comprenant un poids de 5 kg, une corde élastique et un double décimètre. Les lycées Yadèbohoun et Chaminade, classés respectivement deuxième et troisième, ont également été récompensés.

Les 3 meilleurs athlètes (homme et dame) de toutes catégories et spécialités ont eu en plus des médailles, des attestations de participation. Ce championnat scolaire a vu le soutien de Plan International Togo, partenaire du ministère des Sports et des Loisirs, qui a offert un lot d'équipements sportifs à la direction régionale des sports et des loisirs de la Kara.

Ce don est composé notamment de filets de football, de ballons et d'un tableau de remplacement, et va contribuer à améliorer les conditions de pratique du sport dans la région. Le président du comité d'organisation, Ourotoun Kondi Moustapha, s'est félicité de la bonne organisation de ce championnat.

La cérémonie de clôture a rassemblé de nombreuses personnalités administratives dont le représentant du gouverneur de la région de la Kara, Gbadjoule Damsanou, le directeur régional des Sports et Loisirs de la Kara, Batchassi Kokolou, témoignant de l'importance accordée au sport scolaire dans la région de la Kara.

Luc Biova
Source : ATOP

Bénin/Elim CDM 2026**La Fédération interpelle le staff technique**

Lors d'un tête-à-tête entre Gernot Rohr, le sélectionneur des Guépards du Bénin, et la Fédération béninoise de football (FBF), suite à la défaite contre l'Afrique du Sud (0-2) lors de la sixième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026, le 25 mars 2025, le président Mathurin De Chacous a prononcé un discours franc et direct.

Suite à cette défaite de l'équipe nationale qui a suscité de vives réactions, le président de la Fédération béninoise de football demande des actions correctives urgentes pour revitaliser l'équipe en vue de la CAN 2025. « Cette défaite de notre équipe nationale face à l'Afrique du Sud a créé plus de problèmes »,

corriger », a expliqué le président de la Fédération béninoise de football.

« Nous lui (le sélectionneur du Bénin, NDLR) avons posé beaucoup des questions. Il a donné des explications, et nous avons fait des recommandations pour identifier les failles et proposer des solutions pour que le Bénin puisse retrouver la victoire. On ne peut pas cumuler des défaites et dire que nous sommes une équipe. Nous avons les moyens, c'est à nous de faire le nécessaire », a-t-il poursuivi.

Pour Mathurin De Chacous,



Séance de travail

reconnaît De Chacous. Avec l'engouement grandissant autour du football béninois, ce revers est perçu comme un coup dur. « Aujourd'hui, les Béninois aiment regarder le ballon, aller au stade. Commencer par une défaite, il faut comprendre pourquoi et savoir quoi

« on ne peut pas avoir l'équipe que nous avons eue en Côte d'Ivoire et attendre des victoires. La FBF et le staff technique devront donc améliorer beaucoup de choses pour honorer le peuple sportif béninois ».

Luc Biova

CAN Maroc U17**Six joueurs somaliens introuvables**

Pour la troisième et dernière journée de la phase de groupes de la CAN U17 qui a lieu cette semaine, la Somalie affrontera le Sénégal et ne devrait pas disposer de son effectif au complet pour cette rencontre.

Selon les informations rapportées par nos confrères de DSports vendredi 4 avril 2025, sept joueurs avaient initialement pris la fuite, mais l'un d'eux a été retrouvé peu après. Cependant, les six autres restent introuvables, suscitant des inquiétudes quant à leur sécurité et aux conséquences de leur absence sur l'effectif somalien.

Face à cette situation, la Confédération africaine de football (CAF) a renforcé



Somalie U17

les mesures de sécurité autour de l'hôtel où loge la délégation, espérant ainsi prévenir d'autres départs en pleine compétition. La Somalie est à sa deuxième participation à la CAN U17 de football. Elle avait partagé la même poule que le Sénégal lors de l'édition précédente et avait perdu

3-0 contre les Lionceaux mais avait réussi à prendre un point face au Congo (1-1). Avec cette crise interne, l'équipe somalienne se retrouve dans une position difficile, ce qui pourrait bien influencer le déroulement de leur dernier match.

Luc Biova

OTR
Office Togolais des Recettes

Cette année, pour éviter les pénalités, j'ai décidé de payer ma TVM avant le

1^{er} AVRIL 2025

Ensemble, contribuons à l'entretien de notre réseau routier.

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg

Soudan/Diplomatie

Donald Trump révoque tous les visas sud-soudanais avec effet immédiat

Par une décision au retentissement international, les États-Unis ont annoncé, samedi 5 avril, la révocation immédiate de tous les visas délivrés aux ressortissants du Soudan du sud. Dans un communiqué sec et sans appel, le secrétaire d'État Marco Rubio a justifié cette mesure par le refus persistant du gouvernement sud-soudanais de reprendre ses citoyens en situation irrégulière sur le sol américain.

« Appliquer nos lois migratoires est une question de sécurité nationale. Tout pays qui refuse de coopérer doit en assumer les conséquences », a déclaré Marco Rubio, en soulignant que le Soudan du Sud « tire profit de la générosité américaine sans

respecter ses obligations internationales ».

La mesure, qui suspend également la délivrance de nouveaux visas, est la



Donald Trump, président des États-Unis d'Amérique

première du genre depuis le retour au pouvoir de Donald Trump en janvier 2025. Elle fait écho au

tristement célèbre « Muslim Ban » de 2017, qui avait ciblé plusieurs pays à majorité musulmane, dont le Soudan.

menace d'un retour à la guerre civile devient chaque jour plus tangible. Un récent rapport de l'ONU alertait sur la fragilité du processus de paix de 2018, alors que les affrontements entre factions rivales se multiplient et que la crise humanitaire s'aggrave. Près de 9 millions de Sud-Soudanais, soit plus des deux tiers de la population dépendent actuellement de l'aide humanitaire.

Indépendant depuis 2011, le Soudan du Sud reste l'un des États les plus instables du continent africain. Le conflit civil qui a ravagé le pays entre 2013 et 2018 a

causé la mort de quelque 400 000 personnes et déplacé plus de 4 millions d'autres. Le gouvernement de transition peine toujours à organiser les élections promises, alimentant le climat d'incertitude.

Washington a précisé que la suspension des visas pourrait être levée si Juba se montre « pleinement coopératif ». En attendant, cette décision risque de peser lourdement sur les relations bilatérales, et sur le sort de centaines de Sud-Soudanais installés ou en attente de régularisation aux États-Unis.

T.M.

Gabon/Justice

Biens mal acquis : la justice française boucle son enquête sur le clan Bongo

L'enquête française sur les biens mal acquis du clan Bongo touche à son terme. Quinze ans après l'ouverture du dossier, en 2010, le juge d'instruction a officiellement clos les investigations sur ce qui est considéré comme l'un des plus emblématiques scandales politico-financiers d'Afrique francophone. Il revient désormais au Parquet national financier (PNF) de déterminer les poursuites à engager contre les personnes impliquées.



Parmi les onze mis en cause figurent plusieurs descendants de l'ancien président gabonais Omar Bongo, dont sa fille aînée, Pascaline Bongo, ainsi que des personnalités et institutions françaises, telles que la banque BNP Paribas, l'ex-Miss France Sonia Rolland, un notaire, un avocat, et plusieurs sociétés immobilières. Tous sont soupçonnés d'avoir participé, de près ou de loin, à la constitution d'un patrimoine évalué à 85 millions d'euros, soit près de 56 milliards de francs CFA acquis avec des fonds issus de la corruption.

Pour William Bourdon, avocat de Transparency International France, partie civile dans le dossier, la fin de l'enquête marque un tournant décisif : « Le dossier est tellement solide que je vois mal comment tout ce clan et tous ceux qui ont appauvri le pays pendant des décennies, ainsi que les facilitateurs français, pourraient échapper à une condamnation. »

L'organisation anticorruption, à l'origine de la plainte en 2007, milite depuis des années pour la restitution des avoirs au peuple gabonais. Quant à Ali Bongo, président déchu à la suite du coup d'État militaire d'août 2023, sa situation demeure floue. Officiellement privé de son immunité présidentielle, il ne devrait toutefois pas comparaître, son état de santé étant jugé incompatible avec des poursuites judiciaires. Alors que Libreville tente de tourner la page d'un demi-siècle de pouvoir dynastique, l'issue de cette affaire pourrait envoyer un signal fort : celui d'une justice transnationale enfin capable de répondre à la grande corruption et de faire rendre des comptes à ceux qui, selon les mots de Transparency, ont « pillé leur pays en toute impunité ».

T.M.

Côte d'Ivoire/Opposition

Tidjane Thiam absent d'une importante réunion du PDCI

Le président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire, Tidjane Thiam, était absent, samedi 5 avril, pour des « raisons majeures », à une importante réunion de sa formation politique, à moins de sept mois de la présidentielle à laquelle il est candidat déclaré.

J'ai le grand regret de vous informer que le président Tidjane Thiam ne pourra pas être parmi nous. Il y a des raisons majeures qui le retiennent en Europe », a déclaré Philippe Cowpli-Bony, président honoraire du parti, en

du pouvoir d'empêcher sa candidature », assure un haut responsable du parti à l'AFP, qui confirme que Tidjane Thiam est actuellement à Paris.

Un autre cadre du PDCI a indiqué que le candidat ne souhaite pas se « retrouver dans une situation de non-retour » où on l'empêcherait de mener campagne librement en Côte d'Ivoire. Des arguments rejetés au sein du parti au pouvoir

brandissait, avec un groupe de femmes, des pancartes « On veut Thiam ».

Élu président du PDCI en décembre 2023 et candidat déclaré à la présidentielle d'octobre prochain, Tidjane Thiam fait face depuis plusieurs semaines à des débats sur sa nationalité.

En février, il avait annoncé renoncer à sa nationalité française, qui lui avait été accordée en 1987, une



Tidjane Thiam, président du PDCI

ouverture d'une réunion du bureau politique du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, opposition), à Yamoussoukro.

« Il est vital que le président puisse faire entendre sa voix à l'extérieur de la Côte d'Ivoire, face à la volonté

où on nie toute volonté d'interférence.

« On est déçues ! On était venues pour le voir ! On ne comprend pas pourquoi il n'est pas là, on a besoin de lui », regrettait Jeanne N'Guessan, une militante de Yamoussoukro qui

condition sine qua non pour être candidat à la présidentielle. La mesure a pris effet par décret le 20 mars dernier. Mais, pour ses détracteurs, Tidjane Thiam a entre-temps perdu sa nationalité ivoirienne.

Jeune Afrique



Mégas Kozoooh

*Pour en faire plus et
gagner plus sur le meilleur
réseau au Togo*

5G 4G+ 

yas.tg #Alèz

599F
5Go*

24H
***909*241#**

*Connexion continue endébit 3G.

© - VOODOO